

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 23 septembre 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Thématique "Accès au
droit" - Attribution d'une subvention au
CDAD 06

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.161

Date de la convocation :
Le 17/09/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage - 2 OCT. 2019
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du - 7 OCT. 2019

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 23 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Michel ROSSI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Joseph VALETTE

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

L'accès au droit consiste à offrir, dans des lieux accessibles à tous, des services :

- d'information sur les droits et devoirs des personnes,
- d'orientation vers les structures chargées d'assurer ou de faciliter l'exercice des droits,

- d'aide à l'accomplissement des démarches nécessaires à l'exercice d'un droit ou l'exécution d'une obligation,
- d'assistance par un professionnel compétent au cours de procédures non juridictionnelles, devant certaines commissions ou devant certaines administrations.

La loi du 10 juillet 1991, relative à l'aide juridique, prévoit l'institution dans chaque département d'un **Conseil Départemental de l'Accès au Droit (C.D.A.D.)** Le C.D.A.D. 06 est un groupement d'intérêt public placé sous la présidence du Président du Tribunal de Grande Instance de Nice.

Il a pour mission essentielle de définir une politique d'accès au droit dans le département, d'initier et de coordonner les actions en matière d'aide à l'accès au droit. Le C.D.A.D. 06 est un acteur de référence en matière d'accès au droit et un partenaire des politiques publiques dans les Alpes-Maritimes.

Par délibération n° CC.2012.130 en date du 17 décembre 2012, le Conseil Communautaire a autorisé le principe d'adhésion de la C.A.S.A. au C.D.A.D. 06. Le Conseil Communautaire a par ailleurs approuvé la convention constitutive du C.D.A.D. 06 a donné son accord quant au montant et aux modalités de la participation financière de la CASA.

L'article 17-1 de la convention constitutive du CDAD désigne ainsi la CASA comme membre avec voix délibérative.

L'article 7 stipule que les ressources du GIP comprennent notamment « *les contributions financières de ses membres* », « *les subventions et toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement* » et ajoute que « *la nature, les modalités et les montants des contributions des membres, notamment celles versées en nature, sont définis lors de la constitution du groupement et figurent en annexe à la présente convention. Cette annexe est signée par les membres du groupement. Ces modalités peuvent être réactualisées chaque année dans le cadre de la préparation du projet de budget* ».

Cette même délibération précise que, pour cette adhésion, la participation financière de la CASA prévue est de 15 000 euros. Cette contribution est néanmoins soumise chaque année au Bureau Communautaire afin d'être ajustée, selon le programme d'actions proposé et présentée dans un dossier de demande de subvention.

Pour l'année 2019 il est prévu, que le C.D.A.D. 06 établisse et finance des permanences d'avocats et notaires qui délivrent des informations juridiques gratuites en droit généraliste et droit du travail. Ces permanences ont lieu au sein des Antennes de Justice de la C.A.S.A. Elles sont gratuites et anonymes.

A l'Antenne de justice d'Antibes :

L'intervention d'**avocats** se fait sur la base de **2 heures hebdomadaires** et celle d'avocats spécialisés **en droit du travail**, sur la base de **3 heures mensuelles**.

A l'Antenne de Justice de Valbonne / Biot :

L'intervention d'**avocats** se fait sur la base de **2 heures hebdomadaires** et celle d'avocats spécialisés **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.

A l'Antenne de Justice de Vallauris :

L'intervention d'**avocats se fait** sur la base de **12 heures mensuelles et celle** d'avocats spécialisés **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.

Le C.D.A.D. 06 est également susceptible de mobiliser des professionnels du droit pour animer des actions collectives sur le territoire de la C.A.S.A.

Par courrier en date du 26 février 2019, le président du C.D.A.D. 06 a formé une demande de participation financière de 15 000 € pour l'année 2019.

Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2019, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention au C.D.A.D. 06 (Conseil Départemental d'Accès au Droit) pour un montant de 15 000 €.

Considérant que par délibération n° CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau Communautaire de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant au C.D.A.D. 06 des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à cette délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2019 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2018.

Considérant que les actions d'accès au droit menées par le C.D.A.D. des Alpes-Maritimes s'inscrivent dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente ces actions pour la Communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 septembre 2019 ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2019 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention au C.D.A.D. des Alpes-Maritimes de 15 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre le CDAD 06 et la C.A.S.A, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 03 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention au C.D.A.D. des Alpes-Maritimes de 15 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre le CDAD 06 et la C.A.S.A, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser madame la Vice-Présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 03 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 23 septembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DES ALPES-MARITIMES

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 23 septembre 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Alpes-Maritimes, Groupement d'Intérêt Public, ayant pour but d'intervenir auprès des populations démunies d'accès au droit, dont le siège social est situé au Tribunal de Grande Instance Palais Rusca – Place du Palais 06357 NICE Cedex 4 représenté par Monsieur Marc-Jean TALON agissant au lieu et place du Conseil en sa qualité de Président, conformément aux statuts du Groupement d'Intérêt Public ;

Ci-après désigné **C.D.A.D.06,**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.D.A.D. 06 exerce notamment une mission d'accès au droit et à la justice en lien avec, d'une part, le Barreau de Grasse et la Chambre Départementale des Notaires ainsi que la Chambre Départementale des Huissiers représentée.

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le principe d'adhésion de la C.A.S.A. au C.D.A.D. 06 en tant que membre associé avec voix délibérative.

Dans ce cadre, il est prévu que le C.D.A.D.06 organise au sein des trois antennes de justice communautaires des permanences juridiques gratuites, confidentielles et anonymes d'avocats. Cette mission finalise la reconnaissance du droit à une consultation juridique et à sa mise en œuvre.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le C.D.A.D. 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission permettant au public concerné de bénéficier de consultations gratuites confidentielles et anonymes auprès d'avocats au sein des trois antennes de justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

Ce dispositif a pour but de développer une offre d'information et d'orientation auprès de toute personne souhaitant bénéficier, en dehors de toute procédure contentieuse, d'une information générale sur ses droits et obligations.

Les objectifs du C.D.A.D. 06 sont la mise en œuvre de permanences sur les bases suivantes :

- Antenne de justice d'Antibes : L'intervention d'**avocats** se fait sur la base de **2 heures hebdomadaires** et celle d'avocat spécialisé **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Valbonne / Biot : Intervention d'**avocats** sur la base de **2 heures hebdomadaires**. L'intervention d'avocat spécialisé **en droit du travail** se fait sur la base de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Vallauris : Intervention d'**avocats** sur la base de **12 heures mensuelles**. Intervention d'avocat spécialisé **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.

Ces heures se définissent avec la responsable des Antennes de justice. En cas d'annulation, la permanence est reprogrammée un autre jour.

Pour parfaire ces dispositifs, le C.D.A.D. 06 délivre des bons de consultation gratuite en cabinet d'avocats qui sont distribués par les agents des antennes aux personnes dont la situation de précarité et d'urgence nécessite une prise en charge juridique immédiate. Ce dispositif est aujourd'hui priorisé pour les femmes victimes de violences intra-familiales. Ces dernières bénéficieront alors d'une consultation en cabinet avec un avocat choisi, au préalable, sur une liste de volontaires présentée lors de la remise du bon.

En matière de droit du travail, des bons pourront également être délivrés pour permettre aux bénéficiaires d'obtenir une consultation auprès d'un avocat spécialisé, membre de l'association des avocats praticiens en droit social des Alpes-Maritimes.

Le C.D.A.D. 06 intervient dans le dispositif de lutte contre les discriminations mis en place en juin 2009 dans les locaux de l'antenne de justice d'Antibes Juan les Pins et se traduit par une permanence tenue par le Délégué du Défenseur des Droits (anciennement HALDE).

Le C.D.A.D. 06 propose également pour 2019 :

- de continuer à initier ou à participer aux actions menées en faveur des mineurs en milieu scolaire et des jeunes majeurs ;
- de poursuivre le recensement des besoins en matière d'accès au droit sur le territoire communautaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.D.A.D 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, le groupement s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 33 550 € conformément au budget prévisionnel transmis.

Le groupement s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 41 873 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux suivants :

- Antibes : un bureau situé au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis / Biot : un bureau situé 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau situé 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants liés au C.D.A.D.06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou responsables d'unité.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Les permanences tenues dans les antennes ne sont pas assurées par du personnel du C.D.A.D. 06.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 8 323 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par le Groupement. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels du groupement (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que le C.D.A.D. 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'ensemble des professionnels du droit (avocats et notaires) intervenant au sein des antennes de justice de la C.A.S.A. dans le cadre des actions mises en œuvre par le C.D.A.D. 06, sont couverts par leur propre police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de leurs activités professionnelles.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 15 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la CASA en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 23 323 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée sur le compte du groupement par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ Le C.D.A.D. 06 s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels ou trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels ou trimestriels – Evaluations intermédiaires

Le C.D.A.D. 06 s'engage à fournir des bilans semestriels, voire trimestriels si besoin, de l'action, et ce jusqu'au terme de la convention à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Un examen quantitatif et qualitatif de l'action est dressé lors de la production de son rapport annuel d'activité à la C.A.S.A., membre associé avec voix délibérative au conseil d'administration du C.D.A.D. 06.

Les indicateurs utilisés visent principalement à évaluer annuellement le nombre de personnes reçues, à préciser la nature juridique des consultations (avocats et notaires) et dans certains cas, l'enjeu de celles-ci.

Pour ce faire, depuis de nombreuses années, le Secrétariat Général du C.D.A.D. 06 traite et analyse l'ensemble des fiches renseignées par les professionnels du droit.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec le C.D.A.D. 06 à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'une réunion de travail entre techniciens du C.D.A.D. 06 et de la C.A.S.A. et organisée par le C.D.A.D. 06.

➤ Dans le cadre de la convention constitutive du C.D.A.D.06 la C.A.S.A. est invitée par le C.D.A.D. 06 à participer au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire). Le C.D.A.D. 06 transmettra à cette occasion le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier annexé du compte de résultat et du bilan.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le C.D.A.D. 06.

Le bilan annuel sera présenté au Comité de Pilotage des Antennes de Justice organisé annuellement par la C.A.S.A. sous l'autorité du Président du TGI de Grasse et du Procureur près le TGI de Grasse.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ Le C.D.A.D. 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.D.A.D. 06 s'engage :

- Conformément aux statuts du C.D.A.D. 06, le groupement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes dans les conditions prévues par l'article 21 du 15 juillet 1982 et la loi n°94-1040 du 2 décembre 1994. Par ailleurs, les dispositions du titre II du décret n°55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social et, le cas échéant, du décret n°53-707 du 9 août 1953, lui sont applicables. Le contrôleur d'Etat est le trésorier payeur général du département.

Plus particulièrement, le C.D.A.D. 06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Le C.D.A.D. 06 qui est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.D.A.D. 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le C.D.A.D. 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le groupement mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le C.D.A.D. 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le C.D.A.D.06
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à
la Politique de la Ville

Marc-Jean TALON

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹⁰	
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs			
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	26 120	- PACA	3 500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 120	Département(s) :	
Publicité, publication		- CG	6 000
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI ¹¹	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	495	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	495	- CASA	15 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	6 935	- CAF	1 500
		Fonds propre CDAD	7 250
Rémunération des personnels,	4 904	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	2 031	Autres professionnel du droit	300
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	33 550	TOTAL DES PRODUITS	33 550
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	8 323	87 - Contributions volontaires en nature	8 323
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	8 323	Prestations en nature	8 323
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	41 873	TOTAL	41 873

¹⁰ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹¹ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹² Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 23/09/2019
Numéro : BC_2019_161
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique "Accès au droit" - Attribution d'une subvention au CDAD 06
Matière : 7.5 - Subventions

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JXExtcv

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 07/10/2019
Identifiant : 006-240600585-20190923-BC_2019_161-DE

Acte reçu

Date : 23/09/2019
Numéro interne : BC_2019_161
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Thématique "Accès au droit" - Attribution d'une subvention au CDAD 06
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_161-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_161-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_161-DE-1-1_3.PDF

N